

31.10.2006 - 09:00 Uhr

Étude PwC "The World in 2050: Implications of global growth for carbon emissions and climate change policy" - "Green Growth Plus": la meilleure stratégie en matière de protection du climat

Zurich (ots) -

Le boom des nations économiques émergentes accélère les changements climatiques. La croissance économique globale ne doit toutefois pas l'être au détriment de la protection du climat. Comme le montre l'étude PwC "The World in 2050: Implications of global growth for carbon emissions and climate change policy", la stratégie "Green Growth Plus" devrait permettre de réduire les émissions de CO₂ sans entraver de manière significative la croissance économique globale à long terme. La concentration globale de CO₂ dans l'atmosphère devrait se stabiliser à 450 ppm (Parts per Million) afin de limiter le réchauffement de la planète à 2°C et d'éviter des perturbations climatiques graves. Sur les six stratégies abordées dans l'étude PwC en vue d'abaisser les émissions globales de gaz carbonique, ce résultat ne peut être atteint que par la stratégie "Green Growth Plus, dont le coût est relativement restreint. On trouve parmi les États analysés dans l'étude, les pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada) et de l'E7 (Chine, Inde, Brésil, Russie, Mexique, Indonésie et Turquie) ainsi que l'Australie, l'Espagne et la Corée du Sud. La Suisse bénéficie encore d'une certaine marge de manuvre sans que cela porte préjudice à la croissance économique.

Le processus de rattrapage économique fulgurant des pays de l'E7 ("Emerging Economies") accélère le réchauffement global du climat. Sans une stratégie efficace visant à limiter les émissions, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère terrestre menace de doubler d'ici 2050, ce qui aurait pour effet un réchauffement global et, de ce fait, un changement climatique s'accompagnant de conséquences écologiques et économiques graves. Selon les calculs de PwC, les pays de l'E7 ne représentent actuellement que 20 % du rendement économique des G7, alors que leur part à la production globale de CO₂ est de 32 %, comparée à près de 39 % pour les G7. En 2050, le produit intérieur brut (PIB) des E7 devrait être de 25 % supérieur à celui des G7. Si les E7 poursuivaient leur consommation énergétique au rythme actuel ("scénario de base"), ils seraient dès lors responsables de près de 50 % des émissions mondiales de CO₂ alors que la part des G7 à ces émissions devrait s'abaisser jusque là à près de 24 %.

Une croissance sans incidence sur le climat est possible

La croissance économique globale ne doit toutefois pas être forcément au détriment de la protection du climat. L'étude PwC favorise la reprise de la stratégie "Green Growth Plus" qui, parmi les six stratégies analysées en vue d'abaisser les émissions globales de CO₂, est la seule à permettre une croissance économique saine et durable, tout en stabilisant simultanément la concentration de CO₂ dans l'atmosphère et en limitant ainsi le réchauffement de la planète à un niveau encore supportable de 2° C. La stratégie "Green Growth Plus" repose sur les cinq mesures suivantes: 1) une utilisation plus efficace de l'énergie, 2) la substitution des combustibles fossiles par des sources d'énergie alternatives, 3) l'utilisation de nouvelles technologies pour stocker le CO₂ d'émissions déjà effectuées ou la prévention de ces émissions par des "Clean-Coal Technologies", 4) des impôts sur le CO₂ ainsi que 5) un système de négoce de droits d'émission de CO₂. Si la stratégie "Green Growth Plus" est appliquée

de manière rigoureuse, l'étude prévoit que l'on aboutira en 2050 à une concentration du gaz carbonique dans l'atmosphère d'environ 450 ppm. Cette concentration serait encore bien supérieure à la valeur actuelle de 380 ppm, mais elle serait encore suffisamment réduite pour stabiliser l'évolution climatique. En revanche, si le scénario de base" était poursuivi, la concentration de CO2 augmenterait, d'ici 2050, jusqu'aux environs de 550 ppm. De l'avis des principaux climatologues, cela provoquerait vraisemblablement un réchauffement global de plus de 2° C, rendant ainsi inévitables une montée du niveau des océans, des inondations ainsi que des situations climatiques extrêmes avec des périodes de sécheresse et des mauvaises récoltes.

Les stratégies favorables au climat ne sont pas si chères

L'étude montre que le coût de la stratégie "Green Growth Plus" est relativement restreint: une réduction des émissions mondiales de CO2 de 50 à 70 % par rapport au "scénario de base" s'accompagnerait d'une baisse de 2 à 3 % du rendement économique mondial en 2050. L'utilisation de la stratégie "Green Growth Plus" ne ferait baisser le PIB mondial en 2050 que légèrement en dessous de la valeur qu'il aurait selon le "scénario de base" dans lequel l'efficacité énergétique est améliorée uniquement sur la base des tendances des 25 dernières années, et ce sans modifier les sources d'énergie impliquées.

Climat & CO2 en Suisse

La réduction des émissions de CO2 est également un défi pour la Suisse. La base la plus importante de la politique climatique de la Suisse est la loi sur le CO2 qui prescrit que, d'ici 2010, les émissions de CO2 devront être réduites de 10 % par rapport à leur niveau de 1990. En outre, elle comporte des objectifs partiels pour les combustibles (moins 15 %) ainsi que pour les carburants (moins 8 %). Markus Nöthiger, Directeur et responsable de la Sustainability Team de PwC Suisse, complète ainsi: "Ce qu'il faut surtout, c'est fortement réduire les émissions de CO2, qui sont responsables d'environ 80 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre en Suisse. La politique énergétique suisse n'a pas encore utilisé tout son potentiel permettant une croissance économique qui ne nuise pas simultanément à la protection du climat."

Les États-Unis, la Chine et l'Inde: une responsabilité particulière

Au sein des groupes économiques, une responsabilité particulière pour la limitation des émissions de CO2 incombe à certains États. En 2004, les États-Unis ont contribué pour près de 23 % à la production globale et les autres pays du G7 pour environ 16 % au total. Dans le groupe des pays de l'E7, la Chine et l'Inde ont été à l'origine de près de 21 % des émissions mondiales, valeur qui augmenterait à plus de 36 % d'ici 2050 en cas de poursuite du scénario de base existant. Pour pouvoir atteindre les objectifs de la stratégie "Green Growth Plus", les systèmes économiques des pays du G7 devraient réduire, d'ici 2050, leur production actuelle d'environ la moitié, alors que les pays de l'E7 ne devraient augmenter leurs émissions que d'environ 30 %. Ces augmentations enregistreraient toutefois des variations considérables dans les pays de l'E7. L'Inde devrait plus que doubler ses émissions, lesquelles se trouvent actuellement à un faible niveau, alors que la Russie, qui se situe à un niveau élevé, devrait les réduire de près de la moitié. Il est difficile de s'attendre à une réduction des émissions de CO2 de la part des économies populaires des pays de l'E7 en rapide croissance. Il serait plus adéquat que des pays comme la Chine et l'Inde s'engagent eux-mêmes à respecter des valeurs maximales au cours des prochaines années. Les plus grandes nations industrialisées occidentales, et notamment les États-Unis qui sont actuellement le plus gros producteur de carbone, devraient donner le bon exemple.

Un rôle de leader pour les pays du G7

Les obstacles politiques qui entravent l'application de la stratégie de croissance sans effet sur le climat sont plus nombreux que les obstacles technologiques: la hausse des impôts qui frappe les sources d'énergies productrices de CO2 se heurte par exemple à des oppositions dans les pays industrialisés aussi. Simultanément, la mise en place de production d'énergies alternatives est toujours plus difficile, qu'il s'agisse d'installations d'éoliennes sur les côtes ou de projets d'énergie hydraulique. La construction de nouvelles centrales nucléaires est contestée par la société, la peur des attaques terroristes et de la diffusion de matières utilisables pour fabriquer des armes atomiques jouent un rôle encore plus grand que le problème du stockage final des déchets nucléaires. Les pays du G7 doivent dès lors, conjointement avec les pays les plus riches de l'OCDE, prendre des initiatives en vue de protéger le climat, qu'il s'agisse du développement de nouvelles technologies ou de la réduction de leurs propres émissions de CO2. Des concepts innovateurs peuvent également être appliqués avec succès dans l'intérêt des différents Etats, ainsi que l'a démontré l'UE avec la mise en place du système de négoce des droits d'émission.

L'étude peut être obtenue sous forme de fichier pdf auprès de Claudia Sauter-Steiger.

Contact:

Markus Nöthiger
Director, responsable du Sustainability Team en Suisse
E-mail: markus.noethiger@ch.pwc.com

Jürg Hutter
Senior Manager
Climate Change et expert CO2
E-mail: juerg.hutter@ch.pwc.com

Claudia Sauter-Steiger
Public Relations
E-mail: claudia.sauter@ch.pwc.com

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008191/100518564> abgerufen werden.